



**territoire  
d'énergie**

**AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Réponse à la consultation publique de la CRE N°008  
du 18 Avril 2019 relative à l'évolution des prestations  
annexes à destination des particuliers, des  
entreprises, des professionnels et des collectivités  
réalisées à titre exclusif par des GRD d'électricité**

**Mai 2019**

# Sommaire

---

<b>Sommaire.....</b>	<b>1</b>
<b>1.   Préambule.....</b>	<b>2</b>
1.1     Contexte.....	2
1.2     Champs d’analyse .....	2
<b>2.   Réponses et analyses.....</b>	<b>4</b>
2.1     Transmission récurrente de la courbe de charge pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA .....	4
2.2     Nouvelle prestation : Accès aux données des compteurs des sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA .....	6
2.3     Nouvelle prestation : modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA.....	9

# 1. Préambule

---

## 1.1 Contexte

Les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) d'électricité fournissent, en complément des prestations d'acheminement de l'électricité, des prestations annexes aux missions du GRD. Ces prestations, réalisées à la demande principalement des fournisseurs et des consommateurs finals, sont rassemblées, pour chaque GRD d'électricité, dans un catalogue de prestations qui est public.

Le coût de ces prestations est :

- soit entièrement couvert par le tarif d'utilisation des réseaux ;
- soit couvert en tout ou partie par le tarif de la prestation facturé par le GRD d'électricité. La part du coût non couverte par le tarif de la prestation est couverte par le tarif d'utilisation des réseaux.

La CRE envisage de délibérer sur les évolutions de certaines prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD d'électricité destinées à s'appliquer à partir du 1er août 2019.

Les principales évolutions envisagées à ce stade par la CRE consistent à introduire les prestations suivantes :

- une prestation de transmission des index et autres données du compteur pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA ;
- une prestation de transmission ponctuelle en infra-journalier de données mesurées pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA ;
- une prestation de modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension BT  $\leq$  36 kVA.

La CRE envisage par ailleurs d'apporter des modifications concernant la prestation de transmission récurrente de la courbe de charge pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA, qui sont l'objet de cette consultation.

## 1.2 Champs d'analyse

Territoire d'Energie Auvergne-Rhône Alpes (TEARA) rassemble, les membres de l'USERAA (Union des Syndicats d'Energie de Rhône Alpes Auvergne) et est composée des 13 autorités concédantes que sont : le SIEA (Ain), le SDE 03, le SDE 07 (Ardèche), le SDEC (Cantal), Energie SDED (Drôme), le SEDI (Isère), le SIEL (Loire), le SYDER et le SIGERLY (Rhône), le SDES (Savoie), le SYANE (Haute-Savoie), le SIEG (Puy-de Dôme) et le SDE 43 (Haute-Loire).

En quelques chiffres, sur le domaine de la distribution publique d'électricité concédé à Enedis, TEARA représente :

- 4 137 000 usagers desservis ;
- 62 000 producteurs ;
- 1,5 milliards d'euros de recettes d'acheminement ;
- 10,7 milliards d'euros de valeur d'actifs concédés.

Les questions formulées par la CRE concernent la communication des données de comptage et la facturation du raccordement des producteurs. Ces ouvrages font partie intégrante du domaine concédé,

et dans ce sens, les collectivités entendent pouvoir exprimer leur avis quant à leur usage<sup>1</sup>, même si cette consultation doit pouvoir être prioritairement la tribune des utilisateurs. A ce propos, notons que de nombreuses AODE gèrent aujourd'hui des groupements d'achat d'énergie pour les bâtiments publics des communes adhérentes.

Les questions posées sont les suivantes :

- Question 1 : Etes-vous favorable à la proposition de ne plus facturer la prestation de transmission récurrente de la courbe de charge ?
- Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition d'introduire une prestation de transmission en J+1 des données du compteur pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA et de ne pas facturer cette prestation ?
- Question 3 : Etes-vous favorable à l'introduction au catalogue des prestations annexes d'Enedis d'une prestation de transmission ponctuelle de données mesurées en infra-journalier pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA ?
- Question 4 : Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à ne pas facturer cette prestation ?
- Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une prestation de modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA selon les principes de tarification exposés ?

---

<sup>1</sup> L'article L.322-4 du code de l'énergie dispose que les ouvrages des réseaux publics de distribution appartiennent aux AODE. Les compteurs en font partie. Selon une réponse ministérielle Publiée dans le JO Sénat du 15/09/2016 - page 3950 : Si les compteurs relèvent de la propriété des AOD, seul le concessionnaire a le droit de les développer et de les exploiter. Un cahier des charges d'une convention de concession a été jugé illégal par le juge administratif dès lors qu'il prévoyait que la propriété des compteurs revenait au concessionnaire et que ceux-ci ne constituaient pas des biens de retour. Ainsi, dans un arrêt du 12 mai 2014, n° 13NC01303, la Cour administrative d'appel de Nancy a indiqué dans un considérant relatif à la propriété des compteurs et aux stipulations des articles 2 et 19 du cahier des charges que puisque les compteurs « sont parties intégrantes des " branchements " au sens des dispositions de l'article 1 du décret n° 2007-1280 du 28 août 2007, ils font partie des ouvrages basse tension des réseaux publics de distribution (...) et appartiennent donc aux collectivités territoriales ou à leurs groupements désignés au IV de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ».

## 2. Réponses et analyses

---

### 2.1 Transmission récurrente de la courbe de charge pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA

#### 2.1.1 Exposé des orientations concernées

Cette prestation existe déjà et comporte deux options :

- option 1 : « Transmission récurrente de la courbe de charge »

Consistant à transmettre au demandeur, à fréquence quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, la courbe de charge (CDC) au pas 10 minutes d'un point de connexion actif. La courbe de charge est constituée des données de puissance active brutes issues du compteur ou corrigées par le SI Enedis, au choix du demandeur.

Cette option est non facturée dans le cas d'une transmission mensuelle ou hebdomadaire et est facturée à hauteur de 5,06 € HT par an dans le cas d'une transmission quotidienne.

- option 2 : « Collecte de la courbe de charge »

La prestation consiste à activer la collecte de la courbe de charge au pas 10 minutes pour un point de connexion actif. Cette option n'est pas facturée.

Enedis et la CRE proposent que l'option 1 ne soit plus facturée pour une transmission quotidienne au regard des difficultés de facturation et du volume de souscription de la prestation ; des faibles coûts engendrés et du fait que l'accès à la courbe de charge quotidienne doit être encouragé pour le bon fonctionnement du marché.

**Q1. Etes-vous favorable à la proposition de ne plus facturer la prestation de transmission récurrente de la courbe de charge ?**

#### 2.1.2 Analyse et position TEARA

- Notons en préambule : pour ce qui concerne la transmission récurrente de données, selon la Délibération du 16 novembre 2016, l'abonnement à la transmission quotidienne est mensuel et non annuel : il évoque 5 € par mois et non par an, couvrant les coûts de traitement et de télécommunication (« 2.1.2.3 Transmission récurrente de données »). Le catalogue de prestations ne précise pas clairement le pas de temps ce qui engendre une confusion sur le tarif exact.
- Pour les prestations annexes, il nous semble que le principe fondamental guidant la mise en place ou non d'une facturation à l'acte, non compris dans les prestations d'acheminement de l'électricité et donc non mutualisées, est l'individualité du besoin des utilisateurs d'une classe tarifaire donnée. Ce qui s'applique à une transmission à fréquence quotidienne de la courbe de charge.
- Mais, par ailleurs, l'accès aux informations de comptage doit être incitée autant que possible car elle est essentielle pour améliorer le fonctionnement du marché de l'énergie par le développement de tarifications dynamiques, mieux à même de transmettre les signaux de prix adéquat pour développer la flexibilité des consommations, et œuvrer à la transition énergétique.
- De même pour les clients raccordés en HTA et BT > 36 kVA, la maîtrise des dépassements de puissance, plus fortement facturés par Enedis, et l'optimisation de leur puissance souscrite sont

parfois difficiles. La transmission quotidienne peut constituer un outil supplémentaire pour piloter leurs appels de puissance. Aussi, elle constitue une information essentielle à l'étude des gisements d'effacement (à l'évaluation des capacités effaçables), au développement de solutions d'effacements diffus plus difficilement captables et donc à la sécurisation du réseau électrique (et à la maîtrise des investissements en renforcement). En outre, la possibilité de disposer de transmission à une fréquence quotidienne des courbes de charge sera dans l'avenir une information de plus en plus couramment utilisée pour l'amélioration de l'optimisation énergétique et les services de flexibilité.

Notons d'ailleurs que les utilisateurs dont la courbe de charge est déjà collectée par le GRD pour la Recoflux ne sont pas facturés, selon la délibération du 16 novembre 2016, ce qui introduit une inégalité de traitement entre utilisateurs de même niveau tarifaire (si cette disposition a été maintenue).

- En outre, le principe qui consiste à accorder à l'utilisateur un accès sans frais à l'ensemble de ses données de consommation doit être respecté. En aucune manière, Enedis ne doit, ni ne peut faire obstruction au libre accès par l'utilisateur (ou un tiers agréé) de ses données de comptage.
- En conséquence, TEARA est favorable à la gratuité (ou plutôt à la mutualisation des coûts via le tarif d'acheminement) des services de transmission quotidienne des courbes de charges, et donc à la suppression de la facturation les concernant.
- Il est également possible de considérer que l'absence de facturation est de nature à inciter le GRD à l'optimisation des canaux de communication les moins onéreux.
- Enfin, il est nécessaire de s'assurer que les formats et canaux de mise à disposition des données soient exploitables directement par les systèmes d'information des clients, et que les API nécessaires soient en conséquence bien proposées par le GRD.

Considérant les clients C3 (HTA sans courbe de charge) et C4 (BT >36 kVA), la transmission récurrente gratuite s'inscrit dans une cohérence globale de stratégie par rapport aux usagers BT ≤ 36 kVA et à leurs compteurs Linky : permettre l'accès aux informations, pouvoir être plus au fait de leur consommation, mieux la contrôler,...

La transmission est aussi cohérente avec la facturation des dépassements dans le cadre du TURPE, car à l'heure actuelle :

- les C4 sont facturés au dépassement horaire. Le nombre d'heures de dépassement ne permet pas d'appréhender le dépassement réel : en effet, le dépassement peut être important en durée sans être important en puissance et inversement. Ainsi, l'optimisation des puissances souscrites est difficile à confirmer sans une courbe de charge ;
- les C3 sont facturés au dépassement de puissance mais n'ont pas accès à la CDC ;
- La courbe de charge semble être une donnée plus facile à appréhender pour le consommateur dans le sens où elle est plus visuelle qu'une donnée mathématique et la donnée est « directe » : le dépassement est plus facilement compris si la puissance affichée par la CDC est supérieure à la puissance souscrite, la durée et la valeur du dépassement peuvent être définies...
- Les données actuelles (dépassement horaire et dépassement quadratique) permettent bien de calculer les montants facturés mais elles sont plus complexes à comprendre et ne permettent pas forcément de comprendre et analyser les optimisations possibles des configurations du PRM.

## 2.2 Nouvelle prestation : accès aux données des compteurs des sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA

### 2.2.1 Exposé des orientations concernées

Enedis doit faire face à l'arrêt progressif du Réseau Téléphonique Commuté (RTC) à partir de 2022 et de la technologie GSM data.

Ces technologies permettent aux utilisateurs, ou à des tiers autorisés par ceux-ci, d'interroger directement le modem connecté au compteur, et d'accéder ainsi à leurs données brutes de comptage. Les utilisateurs peuvent donc appeler le compteur à distance et à tout moment, hors période de télérelève réservée aux GRD pour recueillir les informations nécessaires au traitement des données de comptage.

Pour anticiper ces changements technologiques, Enedis a déployé de nouveaux boîtiers IP sur les compteurs concernés, permettant de remonter les données de comptage vers ses systèmes d'information. Les données brutes de comptage seront disponibles sur un portail internet interrogeable.

Le déploiement de ces boîtiers a été programmé sans anticiper suffisamment la dégradation de l'accès aux données que cela allait engendrer pour les acteurs : les utilisateurs ne pourront plus interroger directement les compteurs, ne permettant pas de satisfaire leurs besoins d'accéder de manière récurrente aux données en J+1 et de manière ponctuelle en infra-journalier.

Enedis propose pour cela l'ajout des prestations suivantes pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT > 36 kVA :

- prestation de transmission en J+1 des données brutes (hors courbe de charge) présentes dans les compteurs (index d'énergie, puissances, dépassements...) en soutirage et en injection du compteur. Enedis et la CRE proposent de ne pas facturer cette prestation ;
- une prestation de transmission ponctuelle de données mesurées en infra-journalier. La demande devra être formulée pour chaque point de référence et mesure (PRM). Les données transmises seront celles mesurées lors des dernières 24 heures.

Pour cette dernière prestation, Enedis estime les coûts d'investissements pour cette solution à 7 M€. Il propose donc une tarification modulable :

- non-facturation pour un portefeuille limité de 50 PRM avec 1 à 3 appels/jour, soit 150 appels/jour maximum au total ;
- pour les acteurs dépassant 150 appels/jour, une facturation à l'appel à hauteur de 0,024 €/appel ;
- pour un acteur qui saturerait durablement le service, un éventuel complément de facturation, le seuil restant à définir.

La CRE envisage de ne pas la facturer (puisque la prestation similaire dans l'ancienne technologie n'était pas facturée), et de demander à Enedis de suivre la volumétrie et la distribution des appels par demi-heure pour prévenir tout développement incontrôlé qui créerait des difficultés de fonctionnement.

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Q 2 : Etes-vous favorable à la proposition d'introduire une prestation de transmission en J+1 des données du compteur pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT &gt; 36 kVA et de ne pas facturer cette prestation ?</b></li><li>• <b>Q 3 : Etes-vous favorable à l'introduction au catalogue des prestations annexes d'Enedis d'une prestation de transmission ponctuelle de données mesurées en infra-journalier pour les sites raccordés dans les domaines de tension HTA et BT &gt; 36 kVA ?</b></li><li>• <b>Q 4 : Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à ne pas facturer cette prestation ?</b></li></ul> |
|---|

## 2.2.2 Analyse et position TEARA

La Délibération du 16 novembre 2016 pose comme principe que l'utilisateur doit avoir accès sans frais à l'ensemble de ses données de consommation. En revanche, peuvent faire l'objet d'une facturation, sous réserve qu'il existe des surcoûts entraînés par la souscription en masse de telles prestations :

- la collecte de données dont la relève implique un surcoût comparé à la collecte des informations de base ;
- la transmission de données via un canal plus coûteux (tel qu'un flux quotidien), si les données en elles-mêmes restent accessibles sans frais par un autre canal.

**Il apparait indiscutable que la mise à disposition des données de comptage est primordiale et doit être libre pour chaque utilisateur ou tiers autorisé :** elles répondent au besoin d'accès à l'information de comptage dont le détail et la récurrence au plus proche du temps réel, qui sont de véritables leviers pour l'amélioration du marché de l'énergie, l'optimisation des consommations énergétique des clients, notamment leur maîtrise des dépassements de puissance.

TEARA souhaite rappeler en premier lieu que l'accès aux données brutes doit relever d'un droit d'accès direct pour chaque utilisateur et ne doit pas en conséquence dépendre d'un format de données et de modalités de transmission limitées par des choix technologiques du GRD. L'accès aux données était immédiat et directement disponible, il est désormais disponible via une plateforme : celle-ci doit s'adapter pour garantir le même niveau d'accès.

Se pose la question d'introduire une barrière à un usage de la prestation de nature à saturer le service du GRD au détriment des autres utilisateurs, ce qui est l'objet de la démarche d'Enedis, qui semble légitime dans sa dimension technique. Mais il nous est difficile de juger des seuils proposés et des technologies déployées.

En tout état de cause, s'il est, pour Enedis, techniquement difficile de garantir les modalités de remontées de données, la situation antérieure d'accès direct et immédiat aux données brutes de comptage et de libre concurrence pour les vecteurs de remontée de données constituait visiblement un service plus adapté aux exigences des utilisateurs du réseau.

TEARA souhaite cependant bien affirmer que la situation préférable est que le GRD garantisse les vecteurs de remontée de données brutes pour toute sollicitation, et qu'en ce sens il lui incombe de mettre en œuvre les moyens techniques adaptés. Si toutefois les volumes de données dépassent les moyens techniques mis en œuvre, il conviendrait d'interroger l'activité d'un gestionnaire unique sur la question et de remettre en place la liberté d'accès direct aux données brutes de comptage par tout acteur.

Plusieurs considérations nous semblent pouvoir militer pour une absence de facturation de la prestation de transmission ponctuelle de données mesurées en infra journalier pour les sites raccordés :

- effectivement, elle vient remplacer un service similaire non facturé ;
- cela répond au principe qui consiste à donner accès sans frais à un utilisateur (ou à un tiers agréé) à l'ensemble de ses données de consommation sans qu'une tarification ne fasse obstruction (ou dissuasion) aux actions de maîtrise des consommations ou des flexibilités énergétiques ;
- les choix technologiques, exposés comme étant la raison de la dégradation de l'accès aux données de comptage, sont de la responsabilité d'Enedis. L'évolution des moyens de communication et de réponse aux besoins des utilisateurs du réseau ne peut être imputée entièrement aux utilisateurs par une couverture tarifaire (TURPE ou catalogue de prestation), les GRD devant assumer leur part de responsabilité et contribuer à un retour à une mise à disposition adaptée des données.



- En considérant :
  - qu'un appel par jour doit permettre la récupération d'un historique sur les 24 dernières heures ;
  - que trois appels quotidiens permettent de palier à un éventuel défaut technologique sur une remontée exhaustive des données ;

une facturation à la journée (et non à l'appel) avec un maximum de trois appels quotidien nous semblerait plus juste. L'utilisateur ne serait donc pas sollicité financièrement dans le cas d'un dysfonctionnement du système de télérelève.

A noter, qu'en moyenne, dans le cadre d'un regroupement de consommateurs du secteur public autour d'une AODE coordonnateur (groupement d'achat de prestations de fourniture ou de valorisation de capacité d'effacement), l'accès à une données mesurées en infra-journalier pendant un an, entrainerait un coût global de près de 15 k€/an (sur une base de 3 appels quotidiens) ; montant qui semble dissuasif. Une facturation à la journée (soit près de 5 k€/an) apparaîtrait moins contraignante financièrement et apporterait un niveau d'information suffisamment fin pour optimiser les analyses nécessaires à la réalisation d'actions ciblées ou globalisées de maîtrise de l'énergie.

Enfin, indépendamment des considérations énoncées ci-dessus, TEARA se demande si les coûts d'investissement identifiés par Enedis seront intégrés à la base d'actif régulée, rémunérée et couverte par le tarif d'acheminement. Dans ce cas, il n'apparaît pas justifié de répercuter ce coût à l'utilisateur.

En outre, les objets connectés actuels et ceux à venir ont sans aucun doute des connexions en devenir afin de faciliter l'accès aux données en temps réel ou quasi-réel. L'investissement pour remplacer la fin du réseau RTC doit d'une part prendre en compte l'existence de ces outils et d'autre part probablement permettre une révision à la baisse du montant annoncé par ENEDIS.

## 2.3 Nouvelle prestation : modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA

### 2.3.1 Exposé des orientations concernées

Afin de répondre aux demandes d'augmentation de puissance des producteurs raccordés en BT ≤ 36 kVA, consistant en l'ajout de moyens de production sur un point de livraison existant, avec un seul dispositif de comptage et un seul contrat d'accès au réseau public de distribution d'électricité, il est nécessaire de disposer d'une prestation « équivalente » à la prestation existante pour les consommateurs raccordés en BT ≤ 36 kVA.

Enedis a, dans ce cadre, proposé une prestation tarifée selon plusieurs options en fonction de la situation rencontrée et des actes techniques à réaliser :

- avec réglage de l'appareil de contrôle (disjoncteur) : 37,18 € TTC ;
- avec changement du disjoncteur : 55,33 € TTC ;
- avec passage de monophasé à triphasé : 156,25 € TTC ;
- avec passage de triphasé à monophasé : 156,25 € TTC ;
- avec intervention à distance (lorsque le point dispose d'un compteur Linky) : 3,65 € TTC ;
- avec étude technique : sur devis.

La CRE partage l'analyse d'Enedis.

**Q5. Etes-vous favorable à l'introduction d'une prestation de modification de puissance de raccordement en injection pour les producteurs raccordés dans le domaine de tension BT ≤ 36 kVA selon les principes de tarification exposés ?**

### 2.3.1 Analyse et position TEARA

En préambule, notons que les syndicats d'énergie, dans le cadre de leur mission d'AODE, auditent périodiquement les dépenses d'investissement réalisées par Enedis sur leur territoire. Les coûts de raccordement des producteurs et des consommateurs sur les réseaux BT, notamment les devis réalisés par le GRD font partie de ce périmètre.

Rappelons que lorsque le concessionnaire est maître d'ouvrage, il immobilise les ouvrages au coût réel. Ce coût réel inclut la facture présentée par l'entreprise chargée des travaux ainsi que la valorisation de la main d'œuvre d'Enedis nécessaire au suivi du chantier.

Lors de ces audits, les syndicats d'énergie cherchent à reconstituer les coûts des ouvrages réalisés affaire par affaire au niveau de détail le meilleur possible, bien que celui-ci ne soit pas toujours communiqué par le concessionnaire.

Régulièrement, les syndicats constatent une évaluation excessive des coûts de raccordements facturés, et parfois il manque une bonne visibilité des coûts réels des travaux.

Aussi, pour ce qui concerne les coûts de raccordement des clients, la plus forte vigilance du régulateur est souhaitable. Ces dépenses étant immobilisées, elles font en principe partie de la base d'actif rémunérée. Le GRD est donc incité au transfert de dépenses vers les Capex, de cette manière.

Une fois ces éléments posés, il apparaît pour autant légitime de facturer individuellement les coûts afférents à une augmentation de production raccordée sur un même point de livraison.

Les modifications de puissance souscrite ne donnant lieu ni à une modification de la puissance de raccordement ni à des travaux réseau sont traitées dans le catalogue des prestations d'Enedis. Les propositions d'Enedis reprennent les coûts des cas appliqués dans le catalogue (version du 1<sup>er</sup> août 2018) pour les cas de branchements en soutirage (F180 : cas 1, cas 2, cas 5, cas 6 et cas 7).

Le niveau adéquat de facturation pour ces prestations est difficile à évaluer sans justification associée. Mais dans ce contexte, il convient de rester prudent. Ces coûts ne doivent pas constituer une entrave au raccordement des productions décentralisées. Or, il a été constaté de manière récurrente que des coûts de raccordements fortement dimensionnés par le GRD ont été un frein, sans que le producteur (notamment photovoltaïque) n'ait suffisamment d'informations justifiant ce coût, ni bien sûr d'alternative.

TEARA propose aussi de prendre en compte la possibilité de mutualiser les coûts de déplacements lorsque des déploiements Linky sont programmés pour les demandeurs de modification de puissance, les prestations étant équivalentes.

Pour les cas où la modification de puissance nécessiterait une modification de l'ouvrage de raccordement (passage de monophasé à triphasé ou inversement), le devis adressé au producteur devrait être détaillé et le plus transparent possible. Souvent ce devis reste trop global et par conséquent opaque pour le client.